REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But – Une Foi

Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité

DECISION N° 2021-15 FIXANT LE MONTANT DE LA COMPENSATION TARIFAIRE DU MOIS DE FEVRIER 2021 DE COMASEL LOUGA DANS LE CADRE DE L'HARMONISATION DES TARIFS

LA COMMISSION DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE

Vu la loi n°98-29 du 14 avril 1998 relative au secteur de l'électricité, notamment ses articles 11 et 28 ;

Vu le décret n°98-333 du 21 avril 1998 portant organisation et fonctionnement de la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité ;

Vu le décret n°98-335 du 21 avril 1998 relatif aux principes et procédures de détermination et de révision des conditions tarifaires ;

Vu le décret n°2006-655 du 18 juillet 2006 relatif aux appels d'offres pour l'attribution des concessions d'électrification rurale ;

Vu l'arrêté ministériel n°05157 du 11 juin 2010 portant attribution d'une licence de vente d'énergie électrique à l'Office National de l'Electricité du Maroc (ONE) ;

Vu l'arrêté ministériel n°05158 du 11 juin 2010 portant attribution d'une concession de distribution d'énergie électrique à l'Office National de l'Electricité du Maroc (ONE) ;

Vu le Règlement Intérieur de la Commission adopté le 22 janvier 2021 ;

Vu le Contrat de Concession signé entre l'Etat du Sénégal et l'Office National de l'Electricité du Maroc (ONE) le 19 novembre 2009 ainsi que son Cahier de charges ;

Vu la Décision de la Commission du 20 février 2004 relative aux tarifs de vente d'énergie électrique applicables par les détaillants indépendants titulaires de concession en milieu rural ;

Vu la Décision n°2013-15 du 19 décembre 2013 de la Commission portant approbation des tarifs plafonds de vente d'énergie électrique applicables par Comasel Louga, titulaire de la Concession d'Electrification Rurale (CER) Louga-Linguère-Kébémer aux conditions économiques du 1er juillet 2013 ;

Vu l'Avenant n°1 au Contrat de Concession signé entre l'Etat du Sénégal et COMASEL Louga le 16 novembre 2018 ;

Vu la Décision n°2018-10 du 16 novembre 2018 de la Commission fixant les tarifs applicables par Comasel Louga ;

Vu la Décision n°2020-48 du 16 novembre 2019 de la Commission relative à l'approbation de la grille tarifaire de Senelec à compter du 1er décembre 2019 ;

Vu la lettre n°017/2021/DG/CLG/ASG du 04 mars 2021 de Comasel Louga relative à la demande de compensation tarifaire pour le mois de février 2021 ;

Vu la lettre n°000093/CRSE/EXPECO du 11 mars 2021 de la Commission transmettant le dossier de compensation à l'ASER aux fins de validation des données soumises par Comasel Louga ;

Sur le rapport des Experts Economistes de la Commission.

Après avoir délibéré, le 06 AVR. 2021

Avenue A. Peytavin - Ex Camp Lat Dior
BP : 11701 Dakar - Tél : 33 849 04 59
E-mail : crse@crse.sn

I. SUR LES FAITS

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 98-29 du 14 avril 1998 relative au secteur de l'électricité, la Commission de Régulation du Secteur de l'Électricité (CRSE) détermine la structure et la composition des tarifs applicables par les entreprises titulaires de licence ou de concession.

L'article 28 de ladite loi précise que la régulation des tarifs au Sénégal est basée sur le principe des prix-plafonds qui doivent garantir les niveaux de revenus jugés suffisants pour permettre au titulaire de licence ou de concession, opérant de façon efficiente, de couvrir ses charges d'exploitation, les amortissements des investissements, les éventuels impôts et taxes et d'obtenir un taux de rentabilité normal par rapport à une base tarifaire permise.

Sur cette base, la Commission a fixé par Décision n° 2012-04 du 02 aout 2012 les conditions tarifaires applicables par Comasel Louga, titulaire de la Concession d'Electrification Rurale Louga-Linguère-Kébémer. Ces tarifs plafonds ainsi définis ont fait l'objet d'indexations aux conditions économiques du 1er juillet 2013, par Décision n° 2013-15 du 19 décembre 2013.

La Commission a approuvé, par Décision n° 2019-48 du 19 novembre 2019, la nouvelle grille tarifaire applicable par Senelec à compter du 1er décembre 2019. Il ressort de cette nouvelle grille une augmentation de 6% du tarif de cession aux concessionnaires d'électrification rurale. Les tarifs plafonds de COMASEL Louga doivent par conséquent faire l'objet d'une indexation aux conditions économiques du 1er juillet 2020.

En 2017, le Gouvernement a pris la décision de procéder à l'harmonisation des tarifs sur l'ensemble du territoire national, dans le but d'assurer des conditions identiques d'accès et de facturation à tous les usagers de l'électricité quel que soit l'opérateur, sur la base des tarifs appliqués par Senelec.

Dans ce cadre, à l'issue de larges concertations, les parties ont signé, le 16 novembre 2018, l'Avenant n°1 au Contrat de Concession, qui prévoit que le manque à gagner et les coûts résultant de la mise en œuvre de l'harmonisation des tarifs seront compensés par l'État.

Cet Avenant intègre les éléments de la Décision n° 2018-10 du 16 novembre 2018 de la Commission, qui fixe les tarifs applicables par Comasel Louga suite à la mise en œuvre de l'harmonisation.

Il définit également, en son article 6, une procédure de paiement de la compensation qui prévoit que la Commission transmet la demande de compensation introduite par le concessionnaire à l'ASER qui doit se prononcer sur la validité des données, notamment le nombre de clients et les montants de compensations soumis, dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse de l'ASER, la Commission prend la Décision fixant le montant de la compensation sur la base des éléments fournis par le concessionnaire.

Comasel Louga, par lettre datée du 04 mars 2021, a transmis à la Commission une demande de compensation tarifaire d'un montant de 47 161 582 FCFA pour le mois de février 2021. La demande concerne la compensation au titre de la composante énergétique pour un montant de 44 440 662 FCFA et la compensation au titre de la redevance tableau pour un montant de 2 720 920 FCFA.

Par lettre en date du 11 mars 2021, la Commission a transmis le dossier de demande de compensation à l'ASER, pour la validation, dans un délai de 15 jours, des données soumises par Comasel Louga, notamment le nombre de clients et leur répartition par niveau de service.

L'ASER n'a pas donné suite à ce courrier.

II. ANALYSE DE LA COMMISSION

En application des dispositions de l'article 6 de l'Avenant n°1 au Contrat de Concession, la Commission, à défaut de réponse de l'ASER dans le délai imparti, détermine le montant de la compensation en se fondant sur les données telles que transmises par l'opérateur. Il reste entendu que le montant sera corrigé s'il s'avère que les données soumises ne sont pas conformes.

L'analyse de la Commission porte sur le montant des compensations au titre de la composante énergétique et de la redevance tableau.

Pour la composante énergétique, le revenu de Comasel Louga, au titre de l'énergie facturée au mois de février 2021, déterminé sur la base des conditions tarifaires de référence, s'élève à 109 610 907 FCFA.

En application du tarif harmonisé, Comasel Louga a perçu, au titre de la composante énergétique, un montant de 65 170 245 FCFA, soit un manque à gagner d'un montant de 44 440 662 FCFA pour le mois de février 2021.

Ce montant est conforme à celui déterminé par la Commission avec la Formule de calcul de la compensation, définie à l'article 5 de l'Avenant n°1 au Contrat de Concession.
Le tableau ci-dessous donne le détail du calcul de l'écart de revenus au titre de la composante énergétique par niveau de service :

Tableau 1 : Détermination de l'écart de revenus au titre de la composante énergétique par niveau de service

	S1	S2	S3	S4	Total général
Nombre de clients	1 598	166	106	8 200	**10 070**
Revenus avec grille harmonisée (FCFA) = (A)	9 906 917	690 467	491 071	54 081 790	**65 170 245**
Revenus plafonds CT référence (FCFA) = (B)	16 656 115	1 451 755	1 229 980	90 273 057	**109 610 907**
Ecart de revenus = (B) - (A)	**6 749 198**	**761 288**	**738 909**	**36 191 267**	**44 440 662**
Total Forfaits mensuels de référence : $\sum F_p$(FCFA	4 281 042	820 870	982 832	76 030 400	82 115 144
Total Energie forfaitaire : $\sum E_p$ (KWh)	19 176	3 027	3 624	493 826	519 653
Total recharge supplémentaire : $\sum E'_p$(KWh)	90 329	4 605	1 804	103 961	200 699
Tarif harmonisé : Th (FCFA/KWh)	90,47	90,47	90,47	90,47	90,47
Tarif S4 de référence : T_S4(FCFA/KWh)	137	137	137	137	137
Composante Energétique en FCFA:(($\sum$FP-(Ep*Th) +$\sum$E'p*(Ts4-Th))	**6 749 198**	**761 288**	**738 909**	**36 191 267**	**44 440 662**

S'agissant de la redevance tableau, le montant à percevoir sur la base des conditions de référence est de 7 040 950 FCFA. Le montant perçu par Comasel Louga à partir de l'application de la redevance tableau Senelec s'élève à 4 320 030 FCFA ; soit un manque à gagner de 2 720 920 FCFA pour le mois de février 2021.

Ce montant est conforme à celui de la compensation relative à la redevance tableau soumis par Comasel Louga.

Le tableau ci-dessous donne le détail du montant de la compensation au titre de la redevance tableau par niveau de service :

Tableau 2 : Détermination de l'écart de revenus au titre de la redevance tableau par niveau de service

	S1	S2	S3	S4	Total
Nombre de clients	1 598	166	106	8 200	**10 070**
Montant redevance conditions de référence (FCFA) =(A)	1 062 670	110 390	70 490	5 797 400	**7 040 950**
Montant redevance harmonisée (FCFA) = (B)	685 542	71 214	45 474	3 517 800	**4 320 030**
RTn (FCFA) = (A) - (B)	377 128	39 176	25 016	2 279 600	**2 720 920**

Au vu de ce qui précède, la Commission approuve le montant de la compensation soumis par Comasel Louga qui s'élève au total à 47 161 582 FCFA pour le mois de février 2021.

La Commission,

Décide :

<u>Article premier</u>

Le montant de la compensation dû par l'État à Comasel Louga pour la période allant du 1er au 28 février 2021 est fixé à 47 161 582 FCFA hors toutes taxes.

Il est réparti ainsi qu'il suit :

- 44 440 662 FCFA au titre de la composante énergétique ; et
- 2 720 920 FCFA au titre de la redevance tableau.

<u>Article 2</u>

La présente Décision est notifiée à Comasel Louga, titulaire de la Concession d'Electrification Rurale Louga-Linguère-Kébémer et sera publiée au Bulletin Officiel de la Commission.

Fait à Dakar, le 0 6 AVR. 2021

Ibrahima Amadou SARR

Président de la Commission

Moustapha TOURE

Membre de la Commission

Antou Gueye SAMBA

Membre de la Commission